

LE PRÉCURSEUR,

JOURNAL

CONSTITUTIONNEL DE LYON ET DU MIDI.

AVIS.

MM. les Abonnés dont l'abonnement expire le 31 août, sont priés de le renouveler, afin de ne point éprouver d'interruption dans l'envoi du journal.

LYON, 27 AOUT 1831.

LA FRANCE ET L'EUROPE.

Nous avons nos embarras intérieurs et extérieurs. A nos yeux comme à ceux de la majorité de la France ils ont été entretenus et grossis par les fautes de l'administration qui, au lieu de puiser aux sources de vie et de force, s'est attachée à en comprimer l'élan. Mais quoique notre position ne soit pas améliorée comme elle aurait dû l'être, nous ne pouvons jeter les yeux sur les autres pays de l'Europe sans nous féliciter des avantages que nous avons sur eux. Sous quelque rapport que ce soit, notre horizon est moins chargé, notre état plus calme, plus prospère, plus stable. Nous avons accompli, il est vrai, une immense réforme politique qui a soulevé contre nous les inimitiés de tous les légitimistes en même temps que de toutes les aristocraties sacerdotales et nobiliaires; mais le principe que nous avons fait prévaloir parmi nous s'avance et plane sur l'Europe: toute la surveillance, tous les efforts diplomatiques et armés de ses adversaires n'ont pour but que de retarder le jour de son invasion, qu'ils reconnaissent comme une nécessité de l'avenir. Ainsi, c'est nous qui sommes entrés dans les voies de l'avenir, eux se débattent dans les voies d'un passé qu'ils veulent en vain retenir et qui leur échappe de toutes parts. Si les maux que nous ressentons sont une épreuve, ils auront à la subir à leur tour, et la résistance qu'aujourd'hui ils lui opposent la rendront plus terrible. Alors, nous en serons délivrés, car nos seuls dangers viennent de l'opposition de l'Europe absolutiste contre la France libérale. Alors aussi le principe reconquis par nous de la souveraineté des nations se sera tout-à-la-fois développé et consolidé. Il aura vaincu au-dedans comme au-dehors.

Nous voudrions bien qu'on nous indiquât le peuple de l'Europe qu'on pourrait regarder comme plus heureux que la France. Ce ne sera pas apparemment la Russie qui s'épuise d'hommes et d'argent, et dont le sang et les trésors coulent à si grands flots dans les plaines de la Pologne! La Russie, dont le seul espoir est d'acheter au prix de l'élite de ses soldats les ruines de Varsovie, et qui, lorsqu'elle aura vaincu (ce qu'à Dieu ne plaise), aura de moins les cinquante mille Polonais qui meurent héroïquement pour leur patrie et les cent mille Moscovites dont le sang aura payé cette funeste conquête! La Russie, dont la nouvelle capitale est aujourd'hui abandonnée au choléra-morbus, qui a dévasté l'année dernière l'antique cité des czars! Voilà donc le destin de cette avalanche du Nord qui devait rouler sur nous poussant devant elle toute l'Allemagne!

Mais l'Allemagne elle-même est-elle donc si heureuse? Sur elle pèse un arbitraire prudent et sage, mais c'est toujours l'arbitraire, c'est-à-dire une forme de gouvernement qui révolte tous les esprits élevés et généreux, tous ceux qui ont soif de publicité et de lumières, tous ceux qui s'indignent contre les derniers restes de cette féodalité couvrant encore un sol destiné à fleurir sous le principe des droits égaux. Ajoutez à cela les exactions des petits princes, les distributions de territoires subsistant d'après les trafics honteux du congrès de Vienne, une foule de nationalités particulières foulées aux pieds sans que ce soit pour reconstituer la grande nationalité allemande; enfin l'autorité étouffante de la diète qui impose à des populations libérales, au mépris de leurs constitutions intérieures, le dégradant mutisme du gouvernement de Vienne. Qui peut dire qu'un tel état de choses offre des gages de stabilité et de durée? Cependant, outre ces germes intérieurs de dissolution, il en existe d'autres résultant des conquêtes faites au-dehors par les deux principaux souverains de l'Allemagne. Les portions démembrées de la Pologne, l'Italie, les provinces au-delà du Rhin sont des diversions intérieures perpétuelles. Nous, Français, nous avons donné des marques de faiblesse, d'autant plus inexcusables que la faiblesse véritable était dans ceux que nous redoutions. Pressés à leur tour, ils ont reculé. Le roi de Prusse prête ses soldats à la Hollande, et huit jours après il ordonne à la Hollande d'évacuer le pays qu'il avait voulu l'aider à envahir. Autant en aurait fait l'Autriche au mois de mars vis-à-vis de l'Italie si alors notre ministère avait fait parler la France comme la France était en position de parler. L'Autriche et la Prusse ont assez fait pour nous montrer des desseins hostiles, et cependant elles restent paralysées en face de nous, les sont réduites à tenir un langage de paix con-

tre lequel s'indigne leur haine mal déguisée. La Hollande, à qui on a permis de mettre ses joyaux en gage pour recruter une armée et qu'on empêche de s'en servir, crie à la lâcheté et à la trahison. Les rois légitimes de l'Europe, confiant à Louis-Philippe le soin de protéger une révolte, lui semblent un spectacle étrange bouleversant tout ordre européen et faisant consacrer la révolution par ceux que la révolution doit renverser. Voici la Russie qui laisse aussi éclater ses plaintes. Elle s'était armée pour la mission commune; mais sur ses frontières même elle a été obligée de prodiguer son sang et son or, et de consumer sans fruit les forces destinées à vaincre la révolution de la Seine au Dnieper; et maintenant elle ne peut que montrer à ses alliés inactifs ses ressources épuisées, ses coffres vides, ses régiments moissonnés, ses provinces dépeuplées; reproche énergique de leur lâcheté, ou accablante démonstration de leur impuissance!

Est-ce donc sur les rives de la Tamise que se sont réfugiés le bonheur et la stabilité? Mais nous y voyons aussi une lutte acharnée. Il y a un siècle et demi, le droit divin y ayant succombé, l'aristocratie y était restée debout. Et maintenant la voilà attaquée de toutes parts, défendant la position désespérée de la réforme parlementaire, prélude de la réforme sociale. Les seigneurs wighs et les seigneurs torys auront beau jouer la comédie, avec leurs échanges de porte-feuilles, qu'une opposition de commande remet toujours à point nommé au parti aristocratique avant que leurs discussions d'apparat aient pu produire quelque chose, le peuple est là cette fois qui ne veut plus se laisser imposer par ces luttes de théâtre. Il demande la réforme des mains de M. Grey ou de tout autre; malheur à ceux qui le forceront de prendre ce qu'on lui aura refusé. C'est une seconde révolution tout entière qu'il faut à l'Angleterre, que ses gouvernants y consentent ou non, et cette révolution doit renverser l'aristocratie comme la première a renversé le droit divin. En attendant, l'Angleterre en est réduite à ne pouvoir pas plus nous aider de son amitié, qu'elle ne pourrait nous nuire avec ses haines. Le ministère Wellington nous menacerait comme le ministère Grey nous cajole, et avec l'un comme avec l'autre ce ne serait que des paroles.

N'avons-nous pas raison de le répéter? La France est plus avancée, plus forte, plus stable qu'aucune des nations de l'Europe. Sa réforme sociale est toute faite, et sa réforme politique n'a plus qu'à s'achever, en faisant passer dans nos lois le principe d'égalité qui est dans nos mœurs. Contre une masse compacte d'opinions ne s'élèvent que de faibles partis qui ne seraient encore qu'une minorité quand ils se ligueraient tous ensemble. De Dunkerque à Toulon, de Bayonne à Strasbourg, mêmes besoins, mêmes vœux, même esprit. Impossible de trouver une nationalité plus liée et plus puissante. Mais si nous examinons même notre position sous le rapport d'autres maux étrangers à la politique et qui affligent ou menacent l'Europe, nous nous reconnaitrons encore pour les enfants gâtés de la Providence. Evidemment, par notre situation, nous serons les derniers en proie à ce fléau particulier qui moissonne les populations de l'Orient et dont l'approche répand l'effroi dans l'Allemagne. Sa marche, plus lente et moins désastreuse à mesure qu'il rencontre dans l'Occident une civilisation plus avancée, le laissera-t-il arriver jusqu'à nous? Il est permis d'en douter. Mais, dans tous les cas, la science qui l'étudie et s'arme contre lui, les précautions d'une meilleure police, des mœurs plus sobres, une nourriture plus saine, les bienfaits du climat en affaibliront les mourantes atteintes, et, parti en dévastateur des mers de l'Inde, il n'aura plus que de rares victimes à frapper sur les rivages de l'Atlantique si les rives du Rhin ne voient pas expirer sa furie.

Si le goût des duels se répandait chez nos vieux députés, il n'y aurait qu'un moyen d'arrêter le penchant que quelques-uns d'entr'eux paraissent avoir pour les combats singuliers, ou plutôt pour les singuliers combats. Il faudrait que les électeurs exigeassent de chaque candidat la promesse de ne pas se battre durant la session. Cette condition, qui pourrait paraître un peu dure aux plus ardents, ne serait, selon nous, que très-acceptable pour tous les candidats qui tiendraient beaucoup plus à représenter dignement le pays qu'à faire preuve d'une sorte de bravoure que la France n'est pas en droit d'exiger d'eux. On a vu quelquefois des officiers qui s'étaient provoqués à l'armée, attendre la fin de la campagne pour vider leur différend. En coûterait-il beaucoup plus à des députés ennemis d'ajourner une affaire d'honneur à la fin de la session? Les duels entre les députés se passent assez heureusement, nous le savons bien: sur trois af-

fares que des honorables députés ont eues depuis la restauration, aucun d'eux n'a éprouvé le malheur d'être vaincu en champ-clos. Mais si nous n'avons pas de dangers bien grands à redouter pour ceux d'entr'eux qui veulent se mesurer, nous avons à craindre, pour la représentation nationale, le ridicule qui accompagne presque toujours ces sortes d'affaires. Les députés qui se battent se mettent au-dessous de la dignité de leur position, et il n'est pas étonnant que du point où ils se placent, les reproches tombent sur eux. C'est un droit qu'ils donnent à leurs commettants. Nous ne sommes plus au tems où toute la France s'occupait, comme d'une affaire d'Etat, du duel entre Cazalès et Barnave. En sacrifiant aux préjugés de l'époque, nos représentants devraient se demander avant tout quels sont les préjugés que nous avons encore, et quelles modifications a éprouvées, depuis quelque tems, l'esprit public de la France.

L'Académie royale des sciences, belles-lettres et arts de la ville de Lyon tiendra jeudi 1^{er} septembre, à trois heures, au Palais-St-Pierre, une séance publique dont voici le programme:

- 1^o Discours de réception de M. Elisée Devillas;
- 2^o Rapport de M. Grogner, au nom de la commission chargée de l'examen des mémoires sur la statistique du département du Rhône;
- 3^o Rapport de M. Bregnot du Lut sur le concours relatif à la gradation des délits et des peines;
- 4^o Fragment d'une introduction à l'Histoire du chancelier d'Aguesseau, par M. Boullée, membre correspondant.

Les amateurs de musique se portent en foule tous les mardis et vendredis à la rotonde du Jardin-des-Plantes pour y entendre les symphonies de la musique du 66^e. Aujourd'hui que tous nos plus jolis opéras sont arrangés pour l'harmonie militaire, ces sérénades ont un charme que ne pouvaient avoir des marches dont les motifs ne rappelaient aucun souvenir. La clarinette, la trompette à clé offrent souvent tout le charme d'une jolie voix, et il est tel morceau de *Fra-Diavolo* qui plait autant au Jardin-des-Plantes qu'au Grand-Théâtre.

Hier soir les membres du Bazar polonais et plusieurs de nos concitoyens avaient offert un banquet à l'agent de la légation polonaise, M. Lubinski, venu dans notre ville pour y placer des coupons de l'emprunt ouvert par son gouvernement. Le repas avait lieu chez Mad. Grivet, où s'était également réunie une société très-nombreuse d'amis de M. Paulze d'Ivoy, arrivé depuis la veille à Lyon, et qui avaient voulu fêter l'ancien administrateur de notre département. Bientôt les deux sociétés se sont confondues aux toasts portés à la délivrance des Polonais et au triomphe de la liberté. Ces toasts ont été accueillis avec un enthousiasme qu'on ne peut décrire. Les vœux se sont également réunis hautement pour que le gouvernement mit en œuvre le patriotisme éclairé et les talents administratifs du préfet qui a eu le mérite si rare de voir sa popularité se former au milieu de l'exercice du pouvoir, en se montrant toujours fidèle à la devise: Ordre et liberté. La musique de la première légion de la garde nationale est venue sous les fenêtres de l'hôtel donner une sérénade aux deux héros de cette fête que les chants patriotiques ont prolongée fort avant dans la soirée.

Un grand nombre de nos compatriotes se sont empressés de prendre intérêt à l'emprunt royal au pair. C'est un sacrifice de 15 à 20 p. o/o qu'ils ont fait à la patrie; mais une institution de prévoyance (1), honorablement connue, leur offre les moyens de récupérer cette perte, et même de faire tourner cette perte à leur avantage personnel. Nous les engageons à méditer l'avis qu'ils trouveront dans nos annonces de ce jour.

NOUVELLES DU NORD.

Des frontières, 18 août. — Les agents des Russes à Varsovie mettent tout en usage pour connaître les projets des généraux polonais et prendre leurs mesures en conséquence. C'est par eux que le général Paskévitch fut informé, il y a quelques jours, qu'une division considérable de l'armée devait se rendre à Cracovie pour y organiser une levée en masse et tout disposer pour la formation d'un camp retranché dans le cas où l'armée serait forcée d'abandonner la capitale. Pour prévenir ce

(1) Banque de prévoyance, représentée à Lyon par M. Willermoz, chez M^e Casati, notaire.

dessein, un corps russe de huit mille hommes de l'armée de Rudiger reçut l'ordre de remonter la Vistule et de se porter sur Cracovie; il est en marche, conduit par le général Thielmann, et arrivera incessamment à sa destination. Rudiger, déjà passé sur la rive gauche, a fait un mouvement rétrograde pour interrompre les communications de Varsovie avec la rive droite jusqu'à l'arrivée du général Tolstoy, et empêcher que la ville ne reçoive des vivres. L'avant-garde russe n'était, le 6 août, qu'à six milles de Varsovie. La difficulté de pourvoir aux besoins de troupes nombreuses placées à une distance considérable ne permit pas au général Paskévitch de s'avancer aussi promptement qu'il l'aurait désiré; mais le 13 son armée était concentrée non loin de la capitale, et on dut dès-lors s'attendre à des événements importants. Comme des fournisseurs prussiens se sont chargés de l'approvisionnement des Russes, il n'a jamais été mieux fait qu'aujourd'hui; vin, pain, légumes, fourrages, viande, eau-de-vie, tout abonde dans le camp de Paskévitch, et jamais, sous tous les rapports, l'aspect des troupes n'a été plus satisfaisant. Au contraire, la plus grande épargne règne au camp polonais, et le soldat doit se contenter de rations minimales. La discipline, au milieu de tant de privations, n'est que plus méritoire. Le bruit s'est répandu à Varsovie que l'empereur était gravement malade et qu'il y avait peu à espérer de son état. Cette nouvelle a été reçue avec un regret général qui, dans les circonstances présentes, fait le plus grand honneur au caractère polonais. Quoiqu'en armes contre ce souverain, la Pologne rend hommage à ses qualités personnelles. Du reste Varsovie s'est remis de la terreur que l'approche de l'ennemi lui avait causée, rassuré par la contenance de Skrzynecki et par l'espérance d'un arrangement honorable qu'a donnée une lettre écrite de St-Petersbourg, et dont l'auteur est un personnage d'une grande influence. La rareté du numéraire se fait sentir de plus en plus.

Cracovie, 14 août. — Les Russes ont interrompu les communications de cette ville avec Varsovie. On parle dans des cercles bien informés de négociations commencées pour arrêter les flots de sang qui sont au moment de couler dans une terrible et dernière bataille.

St-Petersbourg, 10 août. — L'impératrice de Russie a accouché le 8 d'un fils qui a reçu le nom de Nicolas.

Des frontières polonaises, 18 août. — D'après des nouvelles certaines, reçues le 13 du quartier-général russe, le général Rudiger a traversé la Vistule, s'est approché de Radom, et a envoyé ses avant-postes jusqu'à Pila. Le corps d'armée du général baron de Kreutz, fort de 20,000 hommes d'infanterie, 5,000 de cavalerie, et de 80 pièces de canon, a reçu l'ordre de hâter sa marche pour rejoindre la grande armée russe, de manière à ce qu'il ait passé la Vistule le 18 sur le pont de Langen.

PARIS, 25 AOUT 1831.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU PRECURSEUR.)

Hier, une quarantaine de députés appartenant aux diverses fractions de la chambre, ont été invités à une conférence au ministère de l'intérieur; il s'agissait de la question de la pairie. M. Casimir Périer a d'abord exposé que le gouvernement, cédant au vœu généralement exprimé, renonçait à l'hérédité; mais il a ajouté qu'on comprendrait sans doute que le roi ne pouvait être dépouillé du droit de nomination. Cette déclaration a été généralement mal accueillie, et de vives objections ont été présentées. Quelques députés ont pensé qu'en effet le roi devait avoir le droit de nommer les pairs, mais que le choix devrait être restreint par certaines conditions d'éligibilité. D'autres, allant plus loin, ont pensé, avec M. Dubois-Aymé, que les électeurs devaient présenter des listes de candidats, parmi lesquels le roi choisirait. On a long-temps et chaudement discuté, et l'on s'est séparé sans être convenu de rien: tous les ministres étaient présents, à l'exception de M. Louis.

Il résulte bien clairement de cet incident que rien n'est encore réglé sur cette grande question, et pourtant M. d'Argout a dit mardi que la loi serait présentée inmanquablement samedi; nous craignons fort que le ministère ne tienne pas parole.

On pourrait croire que cette tentative de M. Périer annonce une certaine velléité de rester au pouvoir: le fait est possible; mais ce qui est moins possible, c'est qu'il y reste avec tous ses collègues. Une des personnes à qui il a été fait des propositions était le maréchal Clausel, à qui l'on offrait le choix entre le porte-feuille de la guerre ou celui des affaires étrangères; mais l'affaire est ajournée.

M. Louis est fort contrarié des dispositions de la chambre des députés, qui paraît déterminée à éplucher de près le budget, et qui n'est pas persuadée que le suprême mérite soit de faire produire le plus possible aux contributions indirectes, et de supprimer dès 1832 les 30 centimes additionnels. Une opinion qui commence à prendre consistance, c'est qu'un dégrèvement de l'impôt du sel serait beaucoup plus efficace et plus populaire. Puis la chambre trouve qu'il y aurait bien à rognier sur l'amortissement.

Sans nier absolument, les ministériels disent qu'il n'y a pas un temps suffisant pour changer le système; qu'il faut attendre le budget de 1833, qui est presque terminé et qui sera un vrai budget-modèle. Si on les en croit, ce budget sera présenté tout au commencement de l'année prochaine, et la chambre pourra s'exercer tout à

l'aise; mais pour 1832, il n'y faut pas songer, ce serait désorganiser tous les services: voilà le grand mot!

Toutes ces incertitudes ministérielles ont leur contre-coup à la Bourse; les spéculateurs, manquant de base pour leurs combinaisons d'agiotage, n'osent pas opérer, et aujourd'hui la Bourse était déserte, par comparaison avec le brouhaha des jours de fête financiers, où quelque grand événement, heureux ou malheureux, met en émoi tous les faiseurs.

— Pas de nouvelles de Pologne, très-peu de choses d'Angleterre, où la chambre des lords discute gravement la question de savoir s'il y aura ou non procession des paires au couronnement du roi; en Belgique même stagnation, et nous serions dans un calme plat, sans une petite révolution des habitants de Liège contre leurs seigneurs de Bâle. D'après les lettres de cette ville, du 21 août, on était l'arme au poing dans les deux camps, et le sang avait déjà coulé.

— Les lettres de Marseille annoncent une sorte de trêve entre les deux partis; mais il n'y a pas désarmement. Le ton de la *Gazette de France* ou pour mieux dire de toutes les gazettes est hautain et provoquant; les légitimistes inondent tous les lieux de leurs pamphlets; ils distribuent en particulier, avec le portrait d'Henri V, tenant à la main le portrait d'Henri IV, un petit écrit ayant pour objet de démontrer que le susdit Henri V ne pourra à son retour conserver le drapeau tricolore. C'est pousser loin la prévoyance.

— On se plaint de l'organisation des postes de l'armée. La malle est obligée de faire un tel séjour à Valenciennes, que les lettres mettent cinquante heures pour arriver de Tirlemont à Paris. Le seul moyen d'éviter la longueur de ce transport serait de diriger la malle directement sur Paris, sans qu'elle attendît à Valenciennes le second départ des dépêches.

— Un officier-supérieur de l'état-major est parti hier, chargé d'une dépêche pour le roi Léopold. Il n'était pas encore de retour aujourd'hui au départ du courrier.

— Un journal danois contient la lettre suivante, d'un jeune homme qui, par dévouement, avait quitté son pays pour aller au secours de la cause polonaise:

« Je m'embarquai, il y a quatre mois environ, sur un navire hambourgeois allant à Königsberg, muni de passeports, d'argent et de lettres de recommandations pour Königsberg et Varsovie. Mon projet était de prendre du service dans l'armée polonaise où j'étais attendu. Mes passeports furent visés à Pillau et à Königsberg; et ayant fait demander aux autorités de cette dernière ville, d'après le conseil de quelques personnes, si on me laisserait traverser librement le pays pour aller en Pologne, on m'assura que je n'éprouverais pas le moindre obstacle. Je pris la poste à Risenburg avec trois Suédois, MM. Berg, Stenkula et Stelle, étudiants en médecine. Rendus dans cette ville, nous nous séparâmes; eux pour aller à Varsovie par Thorn, moi pour gagner cette ville par Strasburg. J'arrivai dans une de ces charrettes dont se servent les paysans du pays, le soir, à une demi-lieue de la frontière, lorsque je fus arrêté par des gendarmes et ramené à Strasburg, d'où, après avoir été amené devant l'autorité civile et militaire, l'on me fit conduire, la même nuit, par des gendarmes, à Marienwerder, siège du gouvernement dans la Prusse Occidentale. Ce fut en vain que je montrai mes passeports, qui témoignaient que je n'allais en Pologne que comme simple particulier, sans missions, sans caractère public; on n'eut aucun égard à mes réclamations. Avant de partir pour Marienwerder, je me vis enlever mes effets, mon argent et mes papiers par les gendarmes; l'argent fut gardé par ces derniers et servit pendant le voyage à payer leurs dépenses et les miennes. Nous voyageâmes toute la nuit, pendant laquelle nous rencontrâmes environ 300 charriots attelés de quatre chevaux chacun, qui portaient des vivres aux Russes.

» Rendu à Marienwerder, au milieu des gendarmes qui me conduisaient la baïonnette au bout du fusil, d'abord à la police, de-là devant le gouverneur, ensuite devant un tribunal provincial, je fus écroué dans une vieille tour appelée le Danziger, dont la construction date des temps chevaleresques. Personne ne daigna répondre à aucune de mes questions, et encore moins m'expliquer les motifs d'une pareille rigueur. Je restai enfermé dans cette prison pendant deux jours, au bout desquels on me fit subir un interrogatoire par-devant un assesseur du gouvernement qui fit enregistrer ma déposition. Le hasard voulut heureusement que cet homme fut une de mes anciennes connaissances de l'Université de Göttingue; il s'appelle Mac-Léan; son père descendait d'une famille d'Ecosse. Je cite ici publiquement son nom, parce qu'il a montré à mon égard, en cette occasion, une conduite noble et généreuse que je n'oublierai jamais. C'est à lui, et surtout à l'active intervention de M. de Rosenfelt, conseiller près le même tribunal provincial, que je dois le bonheur d'être sorti de prison au bout de six jours, et de n'avoir pas été incarcéré de nouveau, comme on m'en menaçait, pour avoir demandé d'être indemnisé de mes frais de voyage et dépenses depuis mon arrestation.

» On refusa de me délivrer copie du procès-verbal de mon interrogatoire, et l'on se borna à me dire, lorsque je demandai à connaître les motifs de mon incarcération: « Que les rapports qui existaient entre la Prusse et la Russie ne permettaient pas qu'on laissât secourir les Polonais. » Je répète ces mots exactement comme ils m'ont été dits; on ajouta que mes passeports danois ne légitimaient pas ma démarche. Pendant mon séjour à Marienwerder, il y passa deux régiments russes qui al-

laient rejoindre l'armée. On me délivra ensuite par forme un passeport de vagabond, dans lequel on me qualifiait du titre d'étudiant, quoique ma véritable qualité civile fut mentionnée dans mes passeports danois. Je retournai par la poste à Königsberg. C'est ainsi qu'à force de diligence j'échappai à l'ordre qu'on avait donné de m'arrêter quelque temps avant mon départ de Königsberg pour la frontière. J'eus le bonheur de parvenir à ce dernier point, sans autre accident. »

(Journal du Havre.)

BELGIQUE. — Bruxelles, 25 août.

(Par voie extraordinaire.)

Le roi et les princes sont partis pour la revue d'une moitié de l'armée française qui aura lieu demain matin au-dessus de Tirlemont.

Les renseignements que je vous ai donnés hier sur l'organisation du nouvel état-major de l'armée, quoique non officiels, sont exacts.

Notez bien que c'est ici que sera décidée la question de l'occupation. La ville est remplie de diplomates anglais et français.

Quant à M. Lebeau, qui a donné sa démission, il est parti pour Londres, et c'est lui qui suivra réellement les négociations avec la conférence. M. van de Weyer lui servira de manteau.

— On nous donne connaissance de la pièce suivante, que son caractère semi-officiel rend très-curieuse.

Adresse au peuple belge.

« Peuple magnanime et courageux, ami de votre liberté autant que de votre bien-être et de votre prospérité, ne fermez pas l'oreille à la voix d'un de vos compatriotes qui vous parle avec impartialité et après avoir mûrement réfléchi à votre état actuel.

« Je n'entre pas dans les motifs qui vous ont portés à faire une révolution: je la crois l'élan d'un peuple fier qui se croit lésé. Vous l'avez faite et soutenue jusqu'à la fin avec ce courage et cette grandeur d'âme que toutes les nations vous reconnaissent; mais en la faisant vous n'avez pas prévu les maux où elle vous aurait entraînés, parce qu'alors vos esprits étaient en effervescence. Maintenant qu'ils sont calmes, que l'agitation est passée et vous permet de raisonner sagement, examinez l'état où vous vous trouvez: vous vous êtes soustraits à la domination d'un souverain sage, juste, éclairé, que les deux mondes révèrent, pour vous mettre sous la puissance d'un prince qui, je veux le croire, fera tout pour votre bien-être, mais qui ne s'est pas trouvé, jusqu'au moment de son avènement au trône belge, dans la position de pouvoir donner des preuves de sa sollicitude; vous étiez réunis avec un Etat qui faisait prospérer vos manufactures et votre commerce par ses relations coloniales, et sa splendeur maritime, maintenant vous vous trouvez réduits à vous seuls, vos fabrications ne seront point portées chez vos alliés les Français ni les Anglais, qui en regorgent. Elles ne trouveront point un débouché dans l'Allemagne, puisque vous n'êtes plus riverains du Rhin, vous serez donc réduits à les consommer vous-mêmes ou à vous borner à la seule industrie agricole.

Réunis à la Hollande, vous eussiez joui du bienfait que je venais porter à ma patrie, celui d'étendre son commerce jusqu'à la Mer-Noire par la construction d'un canal de jonction du Rhin au Danube, que S. M. le roi de Bavière m'a autorisé à faire exécuter et dont la Hollande et vos voisins seuls auront maintenant tout l'avantage.

« Je ne veux pas vous porter à une réaction. Loin de là, mes vœux sont pacifiques, et toute révolution quelconque est sujette à des désordres et des malheurs inévitables; mais que chaque commune ou chaque canton envoie un député au roi que vous avez choisi et qui vient de jurer de faire tout ce qu'il pourra pour votre prospérité; que vous lui disiez que c'est maintenant le moment qu'il doit montrer son dévouement au bien-être général, qu'il se sacrifie pour la patrie qui vient de l'adopter. Qu'il s'adresse à S. M. le roi des Pays-Bas, en le sollicitant d'ouvrir ses bras paternels, de reprendre sous sa domination un peuple qui un moment s'en est écarté; mais qu'il en obtienne avant tout que nul ne sera inquiété pour les opinions qu'il a manifestées. Alors votre roi Léopold aura bien mérité de la patrie, son nom sera immortel dans les pages de l'histoire; il n'aura fait que paraître, mais il aura répandu le bonheur sur sa patrie: ce sont les vœux de votre tout patriote, « Le 26 juillet 1831.

« Le commissaire royal de S. M. le roi de Bavière, C. D'HANENS DE PUTTE »

AU QUARTIER-GÉNÉRAL DE L'ARMÉE FRANÇAISE. Tirlemont, 22 août 1831.

Il y a deux jours, le ministre de la guerre donnait de Paris des ordres pour que les malades fussent dirigés dans les hôpitaux établis dans les villes frontières et qu'aucun d'eux ne fut renvoyé en France pour éviter, disait-on, l'encombrement des hôpitaux dans la division militaire de Lille où des troupes pouvaient incessamment arriver. On trouvait dans ces dispositions d'assez justes motifs pour conclure que l'armée française n'évacuerait pas immédiatement la Belgique, d'autant plus qu'on savait en outre qu'on travaillait à construire ici des modèles de baraquas de campement.

Hier le maréchal Soult demandait au contraire formellement que non-seulement les malades fussent dirigés en France, mais encore qu'on arrêtât à la frontière ceux des transports qui seraient actuellement en route pour entrer en Belgique. Si l'armée n'est pas suivie des transports qui lui étaient destinés d'abord, on doit sup-

